

Le gouvernement canadien a pris l'habitude, ces dernières années, de qualifier les relations canado-cubaines d'actives et de positives. Je crois que ces adjectifs caractérisent bien le dense réseau de liens officiels et privés que bon nombre d'organisations, d'entreprises et de particuliers du Canada entretiennent avec leurs homologues cubains.

Certains de ces liens officiels ont un caractère concret et quantifiable. Cuba constitue, en importance, le deuxième partenaire commercial du Canada, après Porto Rico, dans la région des Antilles et de l'Amérique centrale. Le total de nos échanges bilatéraux a dépassé 300 millions de dollars en 1993. Il s'agit également d'un pays où plusieurs entreprises canadiennes étudient la possibilité de faire des investissements. Certaines sociétés y sont déjà bien implantées, le cas de Sherritt étant le plus connu. Je ferai remarquer ici que Sherritt est très active dans l'industrie cubaine du nickel et dans le secteur pétrolier et gazier depuis 1991. En 1993, par exemple, les importations canadiennes de nickel cubain de Sherritt ont représenté plus de 60 p. 100 de nos importations totales en provenance de Cuba. Chaque année, plus de 100 000 Canadiens font un séjour à Cuba. M. Eugene Whelan me rappelait, l'autre jour, une autre importante présence canadienne à Cuba - les troupeaux laitiers. En outre, un certain nombre d'universités, d'instituts de recherche et d'organisations non gouvernementales du Canada y ont établi, il y a déjà longtemps, des liens bénéfiques pour les citoyens de nos deux pays.

D'ailleurs, ce sont des Canadiens se livrant à des activités de ce type qui ont demandé instamment au gouvernement de faire davantage, sur le plan officiel, afin de renforcer nos rapports avec le gouvernement et la population de Cuba. Ils nous font valoir que Cuba se trouve à un moment de son histoire où il est plus important que jamais que nos deux gouvernements demeurent en contact. On insiste aussi sur la nécessité de prendre des mesures plus vigoureuses afin de donner aux personnes et organismes extérieurs au secteur public les moyens de coopérer avec leurs homologues cubains dans les domaines de la formation, de l'assistance humanitaire et des échanges techniques.

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et moi-même souscrivons à cette façon de voir. Le Canada a pour tradition, à l'échelle internationale, de soutenir, lorsqu'il y a lieu et lorsqu'il le peut, un changement pacifique débouchant sur l'émergence de sociétés et d'économies davantage pluralistes. Il est dans notre intérêt de le faire, aussi bien à court terme qu'à longue échéance. Dans certaines parties du monde, des conflits déjà anciens viennent entraver le processus de changement. Dans certains cas, il se peut que la communauté internationale soit intervenue trop tard. Il n'est que trop facile d'observer les résultats de cette déficience, à savoir les souffrances imposées aux populations ainsi que les répercussions des conflits sur les pays voisins. Personne ne souhaite vraiment que la même chose se produise dans notre